

Déclaration du collège des facilitateurs du dialogue politique

Nous, facilitateurs du dialogue guinéen,

Considérant la déclaration commune en date du 23 avril 2013, par laquelle les parties au processus politique en Guinée, notamment le Gouvernement, les partis politiques de l'opposition et ceux de la mouvance présidentielle, se sont engagées à faire preuve de retenue, à éviter toute forme de violence, et à résoudre pacifiquement leurs divergences ;

Tenant compte de l'urgence à œuvrer ensemble en faveur d'un processus politique, inclusif, pacifique, démocratique et sans violence en vue des prochaines consultations électorales ;

Exprimons notre profonde préoccupation face à la montée de la violence à l'occasion des manifestations publiques et au risque qu'une telle situation représente pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale ;

Réitérons notre appel solennel à toutes les parties concernées pour qu'elles contribuent à mettre fin aux incidents de violence ;

Encourageons l'ensemble des forces vives de la nation y compris les responsables des institutions, les leaders des communautés et les autorités religieuses, ainsi que les médias, à œuvrer inlassablement à la préservation de la paix et de la cohésion sociale, ainsi qu'au retour d'une atmosphère apaisée en Guinée ;

Réitérons que le dialogue demeure la seule alternative au règlement des divergences politiques ;

Réitérons notre appel à toutes les parties signataires de la Déclaration de non violence du 23 avril à respecter scrupuleusement leur engagement ;

Exhortons tous et chacun en ce qui le concerne, à faire preuve de responsabilité et de civisme en vue de préserver la paix et la concorde sociale ;

Invitons à cet effet les parties à renouer le dialogue sans délai, et à y venir dans un esprit d'ouverture en vue de rechercher les compromis nécessaires visant à créer un climat propice à la tenue d'élections législatives dans un environnement apaisé et dans les conditions de transparence requises ;

Afin de contribuer à restaurer un climat d'apaisement nécessaire au retour du dialogue, nous appelons toutes les parties à ne rien entreprendre dans les jours à venir qui porte le risque d'entraver cette dynamique vers l'apaisement.

A ce sujet, nous nous félicitons de la décision de l'opposition de reporter sa manifestation qui était prévue pour ce jeudi 9 mai.

Dès demain, la facilitation entreprendra des consultations avec les parties concernées pour discuter des voies et moyens pour un retour au dialogue dans les meilleurs délais.

Fait à Conakry, le 8 mai 2013

Said Djinnit, Facilitateur international du dialogue politique en Guinée et Représentant du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest

M. Aboubacar Somparé, Facilitateur national désigné par la mouvance Présidentielle

M. Salifou Sylla, Facilitateur national désigné par l'opposition